

**Arrêté préfectoral portant abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 21 juin 2024  
et abrogation de l'arrêté portant astreinte administrative du 7 avril 2025  
Société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE  
Commune de Compiègne**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre National du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 181-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 22 octobre 2018 et notamment la rubrique n° 2450 de la nomenclature des installations classées :

*« Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j » ;*

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 2 juin 2010 à la société pour l'exploitation d'une installation d'imprimerie, sise 2 avenue Berthelot ZAC de Mercières sur le territoire de la commune de Compiègne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juin 2024 mettant en mise en demeure la société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE dans un délai de 1 mois de :

- transmettre à l'Inspection des installations classées un nouveau rapport de vérification des installations de désenfumage attestant de la résolution des non-conformités explicitées dans le rapport de vérification de 2023 ;
- élaborer un plan d'intervention dans un délai de 1 mois ;
- transmettre la liste des salariés étant habilités et pouvant accéder à la clé du local TGBT dans un délai de 1 mois ;
- libérer l'accès au local technique situé au 1<sup>er</sup> étage et donnant vers l'extérieur ;

et dans un délai de 3 mois de :

- assurer un nettoyage régulier du poste haute tension et des armoires électriques ;
- équiper les cellules haute tension de hublot infrarouge, et de prévoir une campagne de mesures ultrason sur ces cellules ;
- transmettre un nouveau rapport de vérification des installations électriques attestant de la résolution des non-conformités explicitées dans le rapport de vérification de 2023 ;
- faire vérifier la continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre Examen des circuits terminaux (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') ;

- faire réaliser une inspection hors tension des matériels HT non effectuée pour motif de continuité d'exploitation et des installations de la « PAPREC TECHNIQUE » n'ont pas fait l'objet d'une vérification en 2023 ;
- constituer le dossier technique (notes de calcul, etc) concernant le changement et l'augmentation de puissance du transformateur TR4 et du changement de schéma de liaison à la terre au niveau de TR1 & TR2 ainsi que sur la source TR3 ;
- établir la note de calcul pour la nouvelle machine partie « *feuille et stockage* » offset feuille 2 « *heidelberg XL 4couleurs + vernis* » installée en 2018, la machine « *primera MC* » déplacée en 2018, ainsi que la nouvelle installation des 2 compresseurs installés en 2017 ;
- procéder au remplacement des cellules au Poste de livraison HTA (2021) ;
- en l'absence de vérification initiale suite à modification de structure (VIMS) et de dossier technique (note de calcul, schéma etc) il est impossible de prononcer sur la conformité des installations ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral portant astreinte administrative à la Société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE du 7 avril 2025 jusqu'à satisfaction de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juin 2024 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 28 février 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, qui lève en partie les non-conformités ayant donné lieu à la mise en demeure du 21 juin 2024 ;

Vu les documents transmis par courriel le 14 mai 2025 : les fiches de conformité établis par leur électricien INEO pour les TGBT 1, TGBT2, TGBT3 et TGBT4 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 3 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, qui lève les dernières non-conformités ayant donné lieu à la mise en demeure du 21 juin 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. par courriel du 14 mai 2025, l'exploitant a transmis des éléments de réponses pour donner suite aux manquements que l'Inspection des installations classées avait notifiés dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure datant du 21 juin 2024 ;
2. l'exploitant a transmis les fiches de conformité établis par leur électricien INEO pour les TGBT 1, TGBT2, TGBT3 et TGBT4 ;
3. la société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE respecte la totalité des dispositions édictées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juin 2024 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juin 2024, délivré à la société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE sise 2 avenue Berthelot – ZAC de Mercières à Compiègne sont abrogées.

### **Article 2 :**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral portant astreinte administrative du 7 avril 2025 à l'encontre de la société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE sise 2 avenue Berthelot – ZAC de Mercières à Compiègne sont abrogées.

### **Article 3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télerecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

### **Article 4 : PUBLICITÉ**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Compiègne pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Compiègne fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 5 : EXÉCUTION**

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le maire de la commune de Compiègne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspectrice de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **18 JUIN 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général



Frédéric BOVET

#### Destinataires :

Société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Compiègne

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspectrice de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

